



Un développementalisme russe ?

Cédric Durand, Maxime Petrovski

► To cite this version:

Cédric Durand, Maxime Petrovski. Un développementalisme russe ? : Le retour de l'Etat en Russie et ses limites. 2008. hal-00283408

HAL Id: hal-00283408

<https://hal.science/hal-00283408>

Submitted on 29 May 2008

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Un développementalisme russe ?

Le retour de l'Etat en Russie et ses limites

ne pas citer sans l'autorisation des auteurs

Cédric Durand et Maxime Petrovski

cdurand@ehess.fr

maxime.petrovski@gmail.com

Mots clés

Russie, économie, État, politique industrielle, développementalisme

Résumé

Au cours des années 2000, on assiste en Russie à un retour de l'Etat à travers une extension de la propriété publique et la mise en place de nouveaux instruments de politique industrielle. Cette évolution suggère l'apparition d'une forme russe de développementalisme, invitant à certains parallèles avec les trajectoires des capitalismes asiatiques. Cependant, les premiers éléments d'évaluation disponibles ne sont pas très probants. En dépit de taux de croissance économique élevés, la Russie n'a pas réussi à opérer une réelle diversification de son économie alors que, dans le même temps, de fortes contradictions sociales et environnementales persistent.

Introduction

Depuis 1999, la Russie a connu une nette amélioration de sa situation économique obtenant même des résultats enviables : des taux de croissance annuels du PIB situés entre 4,5% et 10%, une forte progression des salaires, un recul du chômage et des excédents commerciaux et publics impressionnants. Ces résultats produisent un contraste saisissant par rapport à la dynamique régressive de la décennie 1990 au cours de laquelle on avait assisté à un effondrement de l'activité, un terrible appauvrissement de la population et des difficultés récurrentes de financement des dépenses publiques.

Cette contribution propose d'éclairer ces bonnes performances et surtout d'interpréter le tournant que suggèrent les nouvelles orientations prises par le pouvoir depuis le début du second mandat de Vladimir Poutine en 2004. En effet, cette nouvelle période est marquée par un discours économique aux accents nationalistes légitimant l'intervention de l'Etat. « Nouvel étatisme », « capitalisme d'Etat », « Corporate State », voire « Russie SA », le constat de ce retour en force est unanimement partagé, même si les appréciations portées à son égard divergent.

L'analyse proposée avance que le retour de l'État est confiné pour l'essentiel à la figure de l'État producteur, une figure qui se manifeste par la mobilisation d'une large palette d'outils permettant de mener une politique industrielle (section 1). Cette évolution suggère l'émergence d'un développementalisme à la russe qui empreinte de nombreux traits aux capitalismes asiatiques dirigés par l'État de la seconde moitié du 20^{ème} siècle. Ce développementalisme cherche essentiellement à promouvoir une forte croissance économique en vue de reconquérir une puissance perdue sur la scène internationale (section 2). Cependant, la réorganisation de l'appareil productif opérée n'a pour l'instant pas permis de réorientation

significative de la trajectoire russe. Une analyse des caractéristiques de la croissance tend à montrer qu'elle relève davantage d'une logique de récupération plutôt que d'une dynamique de rattrapage des pays les plus développés (section 3). Cette fragilité d'un régime d'accumulation porté en grande partie par les exportations d'hydrocarbures et de métaux se double de contradictions croissantes découlant d'une polarisation sociale et géographique aiguë et de graves défis environnementaux (section 4).

1. L'affirmation de l'Etat producteur

Kebabdjian [2005] distingue quatre figures d'intervention publique dans les économies capitalistes dans l'après Seconde guerre mondiale : l'Etat régulateur qui organise et réglemente les marchés, l'Etat providence qui, notamment à l'aide de la fiscalité produit des biens collectifs et assure une certaine redistribution de revenus, l'Etat keynesien qui cherche à influencer sur les paramètres macroéconomiques et enfin, l'Etat producteur dont l'objectif principal est l'accroissement de la puissance de la nation à travers le développement de l'appareil productif. Depuis 2003-2004, la montée en puissance de l'Etat producteur en Russie constitue une contre-tendance très nette par rapport aux années 1990 au cours desquelles les privatisations ont conduit à un repli spectaculaire de cette fonction d'organisation de la production [Durand, 2005]. En revanche, la politique macroéconomique reste éloignée des préceptes keynesiens et il n'y a pas de reconstruction d'un Etat providence.

Le retour de l'Etat producteur se manifeste d'abord par une extension marquée de la propriété publique qui s'accélère depuis 2004 [Durand, 2007a]. Cette extension s'effectue parfois en mobilisant des méthodes administratives (enquêtes fiscales ou environnementales) laissant peu de choix aux propriétaires concernés, mais emprunte le plus souvent à des mécanismes de marché lorsque les entreprises contrôlées par l'Etat rachètent des participations dans les sociétés privatisées dans les années 1990. Plusieurs grandes entreprises publiques, notamment Gazprom, Rosneft et Rosoboronexport, apparaissent comme des instruments privilégiés de cette volonté du pouvoir politique. Le poids de la propriété publique dans l'économie serait ainsi passé de 20 à 30% entre 2003 et début 2006¹.

Ce rôle accru des entreprises publiques s'accompagne de la mobilisation de différents instruments politiques afin de favoriser une réorganisation du tissu productif et une insertion plus contrôlée dans l'économie mondiale.

1.1. La reprise en main du secteur des hydrocarbures

Le premier objectif de la montée en puissance de la propriété publique est de permettre à l'Etat de reprendre le contrôle sur l'exploitation des réserves d'hydrocarbures jugées stratégiques à plusieurs titres. Sur le plan géopolitique d'abord, avec la question du prix du gaz à l'export et des choix d'investissement concernant les routes d'exportation. Ensuite, en raison des flux de richesses considérables générés par ce secteur dans un contexte de forte hausse des prix mondiaux des matières premières. On peut considérer que l'action du gouvernement russe s'inscrit sur ce point dans une logique de modification du partage de la rente pétrolière en faveur des Etats et au détriment des multinationales qui s'observe également dans d'autres pays, tels que le Venezuela, la Bolivie, l'Equateur, le Tchad ou le Kazakhstan. Enfin, le contrôle public du secteur des hydrocarbures peut constituer un puissant outil de politique industrielle tant à travers la politique des investissements qu'à travers la politique des prix et des achats.

1 Weafer C., DePoy E. [2006], « Российские акции: государство как бенефициант » (Les actions russes : l'Etat comme bénéficiaire), *Alfa-Bank Research Note*, cité par l'OCDE [2006].

L'exemple de Gazprom illustre bien le propos. Tout d'abord, l'actionnariat public majoritaire permet de contrôler les prix pratiqués par la société. En dépit des augmentations des prix du gaz à l'intérieur de la Russie ces dernières années, ils restent très sensiblement inférieurs aux prix d'exportation². Les autorités considèrent que contrôler les prix des hydrocarbures est vital pour l'économie russe. Soulignant que les prix bas de l'énergie constitue un « *avantage comparatif de la Russie* », Vladimir Poutine a ainsi déclaré à propos de Gazprom : « *C'est la structure sur laquelle s'appuie notre croissance économique. A l'heure actuelle, le gaz est vendu en Russie à un prix inférieur à son prix de revient, ce qui assure, dans une mesure considérable, la croissance économique des autres secteurs* »³.

Les prix du gaz sont donc utilisés, entre autres, comme moyen de mener une action industrielle volontariste. Il est vrai que cette politique n'est pas nouvelle : elle a été poursuivie par les autorités russes dès le début de la transition, en provoquant même, à la fin des années 90, des débats très vifs sur « l'économie virtuelle » dans le milieu académique occidental⁴. Sans pouvoir discuter cette hypothèse ici⁵, notons juste que les autorités russes ont plutôt une expérience positive de l'utilisation de cet instrument pour stimuler la croissance économique⁶.

Par ailleurs, la politique des investissements de Gazprom, notamment à travers les acquisitions qui se sont multipliées ces dernières années, constitue un autre instrument d'intervention publique. Sans négliger le poids des stratégies claniques et personnelles des managers du géant gazier, certaines de ces acquisitions s'inscrivent dans une logique de reconstruction industrielle. L'objectif principal dans ce cas est d'apporter à des entreprises clés des liquidités que le système bancaire et financier russe ne peut leur fournir. Par exemple, l'Usine Unifiée des Constructions Mécaniques (OMZ) produisant les réacteurs nucléaires n'est pas liée au cœur du métier de Gazprom. Cette acquisition en 2005 semble relever davantage des difficultés du producteur des réacteurs d'une part et de la désignation de son actionnaire principal, Kakha Bendoukidzé, comme ministre de l'économie de la Géorgie d'autre part⁷.

Enfin, le gazier russe peut soutenir l'activité de certaines entreprises en achetant leur production, même si elle est plus chère que celle de ses concurrents étrangers. Le PDG de la société A. Miller affirme que Gazprom achète 85% de ses équipements auprès de producteurs russes, soit une dépense annuelle entre \$3 à \$4 milliards. Des rencontres régulières avec les fournisseurs et les autorités régionales concernées afin de discuter des problèmes de production, de qualité, de logistique ou de ses projets stratégiques⁸, faisant jouer à Gazprom le

2 Gazprom vend près de 2/3 de son gaz en Russie et 1/3 à l'étranger. La structure de son CA est pourtant inverse : 2/3 de CA provenant des exportations contre 1/3 provenant des ventes sur le marché intérieur, ce qui reflète le décalage très important des prix internes et externes du gaz.

3 Zoubkov V. [2004], « Le président Poutine appelle à ménager Gazprom », observateur économique de l'agence Ria-Novosti, *BIP 10070*, mardi le 6 avril, pp. 6-7.

4 Cette thèse, très à la mode après la crise russe de 1998, a été avancée par deux chercheurs américains Gaddy et Ickles [1998] qui affirmaient que le secteur industriel russe n'était pas compétitif et survivait grâce aux subventions du secteur des hydrocarbures (particulièrement par Gazprom). Ceci résulterait en dysfonctionnements majeurs de l'économie nationale et amènerait des phénomènes aussi néfastes que le troc, les non-paiements et les obligations budgétaires gonflées.

5 Cette thèse a été notamment critiquée dans Woodruff [1999].

6 Bien des entreprises industrielles en Russie ont surmonté la crise de 1998 grâce à la politique du gouvernement Primakov qui consistait à geler les tarifs des monopoles (y compris du gaz) en abaissant leurs prix relatifs après une forte dévaluation [Sapir, 1999]. Par ailleurs, la crise de 1998 a entraîné une restructuration de grande ampleur de l'endettement des débiteurs de Gazprom, ce qui a lésé le géant gazier mais permis à d'autres secteurs de se développer d'une manière spectaculaire dès la fin de 1998[□]. Cela a réduit sensiblement les coûts des entreprises russes en leur permettant de tirer pleinement partie de l'effet de la dévaluation pour substituer leurs produits aux produits étrangers.

7 MidBank, *La revue analytique journalière*, le 22 septembre 2005, <http://broker.mdmbank.ru/common/data/pub/files/invest/analitd/20050922.pdf>

8 Le premier vice-président A. Anannikov est le responsable informel chez Gazprom de cette politique de soutien

rôle d'un ministère ou d'un organisme public. En garantissant aux équipementiers un horizon de travail de moyen-long terme, ces grands projets leur permettent de réduire les risques inhérents au développement de produits nouveaux⁹. Cela donne une visibilité plus que suffisante aux sous-traitants pour réfléchir sur leurs orientations stratégiques avec un financement assuré derrière.

Gazprom n'est pas un exemple unique. Le même raisonnement peut s'appliquer à l'action de Rosoboronexport (pensons notamment à ses prises de participations dans le capital du producteur automobile Avtovaz) ou, dans une moindre mesure, à Rosneft (préoccupé principalement - il est vrai - par la concentration des actifs pétroliers).

1.2. Une réorganisation du tissu productif de grande ampleur

L'ambition de reconstruire un appareil productif autonome passe par une réorganisation de l'offre afin de surmonter la fragmentation et la désarticulation issue du processus chaotique de privatisation. La constitution de conglomerats intégrés, l'orientation de l'activité à partir de grands projets nationaux et la mobilisation du secteur financier public sont les trois modalités privilégiées.

La création de « champions nationaux » vise à assurer la présence du pays dans des secteurs jugés vitaux pour sa sécurité économique et politique mais aussi à créer des « locomotives » de la croissance économique « tirant » le développement d'autres types d'activités. L'Etat russe a impulsé la constitution de puissants conglomerats à contrôle public majoritaire de taille à concurrencer à terme les leaders internationaux dans les secteurs concernés¹⁰. Les exemples abondent : l'aéronautique (OAK), l'industrie automobile (regroupement autour d'Avtovaz), la construction navale (projet de trois grands holdings contrôlés par l'Etat), la construction nucléaire (sur la base d'Atomprom), le transport aérien (sous l'égide d'Aeroflot), Rostech dans l'armement et les infrastructures routières (Avtodor). Il s'agit à chaque fois de rassembler des actifs dispersés et d'éviter les redondances dans des domaines où l'industrie nationale est affaiblie et incapable de se réorganiser de manière endogène. Ce nouveau type de structuration est censé rendre plus aisé le financement public et privé du développement des activités concernées, ainsi que le contrôle de l'utilisation des flux financiers. Pour viabiliser ces nouveaux pôles productifs, les ressources publiques abondantes sont mobilisées en faveur d'entreprises cibles. Dans le cas de la compagnie aéronautique unifiée (OAK) par exemple, le soutien apporté s'élève à plusieurs centaines de millions de dollars par an.

Hors des prises de participations et du financement budgétaire, l'action de l'Etat russe s'est déployée à la manière d'un Etat « catalyseur », c'est-à-dire d'un « *Etat qui, au lieu de s'appuyer sur ses ressources propres, cherche à atteindre ses objectifs en agissant comme l'élément dominant* » [Lind, 1992, p. 4]. Il existe des pans entiers de l'économie où l'Etat a usé de son autorité pour encourager ou susciter des réorganisations d'entreprises privées en

aux producteurs russes. Il a déclaré à plusieurs reprises que Gazprom continuerait à contribuer au développement des entreprises nationales en exhortant ces dernières à se développer de façon à ce qu'elles soient « capables de gagner non seulement les tenders de Gazprom mais aussi des tenders à l'étranger ». (RusEnergy, « Газпром поддерживает отечественных производителей оборудования » (Gazprom soutien les producteurs nationaux d'équipements), le 08 juillet 2005, <http://www.servon.ru/viewnews/?id=5244&print>)

9 Par exemple, le programme de construction d'un système unifié de gazoducs dans l'Est de la Russie prévoit une participation très active et obligatoire d'équipementiers nationaux et s'accompagne d'un financement de l'ordre de \$30 milliards jusqu'en 2030. Местное время, « Инвестиции Газпрома » (Les investissements de Gazprom), le 15 juillet 2005, <http://www.permv.ru/number/details/3511>

10 Dans la lettre adressée au président russe, B. Aliochine, le chef de l'Agence fédérale de l'industrie, a écrit : « Au final, face à la concurrence des producteurs étrangers [dans le secteur], seule une entreprise russe peut survivre. » (cité par *Financial Times Deutschland*, le 9 février 2006).

vue de la création de champions nationaux. C'est le cas dans l'industrie chimique¹¹ ou dans la métallurgie, où le mouvement de concentration d'actifs privés a permis la constitution de firmes de taille mondiale. Les autorités ont ainsi accompagné la création du numéro un de l'aluminium Rusal [Durand, 2007a] et encouragé les investissements de Roman Abramovitch dans la sidérurgie en vue d'une prochaine consolidation du secteur¹². Dans le secteur très sensible de la microélectronique, l'Etat russe tente d'aider les deux principaux producteurs nationaux de puces à rattraper le retard accumulé depuis quelques décennies¹³.

Parallèlement à cette consolidation, le lancement de « grands projets » vise à démontrer les performances de l'économie russe à la frontière technologique. Ainsi, le projet de navigation GLONASS, un équivalent russe au GPS étasunien et au Galileo européen, arrêté dans les années 1995, a été remis en route. En dépit de performances insuffisantes¹⁴, GLONASS est aujourd'hui opérationnel et le déploiement de plusieurs satellites supplémentaires est programmé. La création très médiatisée de la corporation publique Rosnanotech vise à démontrer que la Russie a sauvegardé le potentiel scientifique pour se situer parmi les leaders mondiaux dans un domaine à la frontière technologique. Quant aux Jeux Olympiques d'hiver de 2014 dont la gestion a été également confiée à une corporation publique nouvellement créée, ils doivent démontrer que la Russie dispose de moyens humains et techniques pour mener à bien l'organisation d'un tel évènement.

En outre, les financements publics annoncés dans le cadre de quatre grands projets nationaux dans les domaines de la santé, de l'éducation, du logement et de l'agriculture sont aussi susceptibles de contribuer, via la demande publique, à la diversification industrielle. Il s'agit de stimuler le développement de nombreuses industries, telles que le BTP et les matériaux de construction et le matériel BTP (Logement), les produits pharmaceutiques et le matériel médical (Santé), les hautes technologies (Education) et le machinisme agricole (agriculture)¹⁵.

Enfin, l'Etat russe est très présent dans le secteur financier : l'actionnariat des trois premières banques en 2006 (Sberbank, Vneshtorgbank et Gazprombank qui contrôlent 36% des actifs du secteur et 33% des prêts aux entreprises) est dominé par l'Etat [Verceuil, 2007]. Plusieurs décisions récentes vont dans le sens d'une meilleure canalisation de l'épargne vers les activités de production. Ainsi, en 2007 la Vneshekonombank (la VEB) a été transformée en banque de développement avec pour mission de permettre « *la diminution du poids des matières premières dans l'économie russe et sa réorientation vers les secteurs innovants à forte valeur ajoutée* ». Détenue à 100% par l'Etat russe (apport initial en capital de près de \$3 milliards), la VEB a des obligations en termes de politique économique inscrites dans ses statuts. L'objectif explicité sur son site officiel est non commercial puisque la VEB doit agir « *de façon à améliorer la compétitivité de l'économie de la Fédération de Russie, à assurer sa diversification et à stimuler les investissements* » et permettre « *le financement des secteurs*

11 « Chemical Industry Development Strategy », *Kommersant*, le 2 décembre 2006.

http://www.kommersant.com/p726907/Chemical_Industry_Development_Strategy/

12 « An Iron Grip on the Metals Industry », *Kommersant*, le 8 septembre 2006, www.kommersant.com

13 Ainsi, l'Etat russe s'est porté garant dans l'opération du rachat des lignes de production par le Russe Angström à l'Allemand AMD et a participé à 49% dans la JV avec AFL Sistema pour lancer la production de puces de 180 nm à l'usine Mikron à Zélénograd.

14 Le premier vice-premier ministre S. Ivanov a déclaré que GLONASS n'était pour l'instant « pas fiable, le service n'était pas disponible sur tout le territoire de la Russie et que les navigateurs russes n'étaient pas compétitifs » (A. Tchernouïanova, « Иванов опустил ГЛОНАСС на землю », « Ivanov a descendu GLONASS sur terre », le 23 janvier 2008, <http://www.gazeta.ru/social/2008/01/23/2590176.shtml>

15 Chakkoum M., « Национальные проекты могут стать важным инструментом промышленного развития » (Les projets nationaux peuvent devenir un instrument important du développement industriel), tribune publiée le 3 février 2007 sur le site gouvernemental <http://national.invr.ru/index.php?id=1198>

stratégiques de l'économie russe, la diminution du poids des matières premières dans l'économie russe et sa réorientation vers les secteurs innovants à forte valeur ajoutée ».

Pour apporter des capitaux dans le domaine des nouvelles technologies, une société de capital-risque, la Rossiïskaïa Ventchournaïa Kompaniïa, a également été créée en 2006. Dotée de 15 milliards de roubles (près de \$600 millions), elle est plus spécifiquement chargée de favoriser les investissements dans les projets de hautes technologies (microélectronique, biotechnologies, nanotechnologies etc.).

1.3. Une insertion contrôlée dans la mondialisation

Après une insertion internationale marquée par de nombreuses incohérences et des ratés coûteux dans les années 1990 [Vercueil, 2001], la nouvelle période voit émerger une politique commerciale aux accents mercantilistes et un soutien politique actif aux investissements russes à l'étranger.

Jusqu'au début du second mandat de Poutine en 2004, la politique commerciale russe allait dans le sens d'une plus grande libéralisation (simplification du système tarifaire, restructuration des services douaniers, baisse de certains tarifs) [Vercueil, 2007], mais une inflexion significative est intervenue depuis. Alors que la Russie continue à affirmer que son adhésion à l'OMC reste une priorité et considère toujours l'OMC comme un forum politique important, elle prend le temps de négocier les conditions les plus favorables possibles de son entrée dans l'organisation.

La Russie a déjà négocié des aides au secteur aéronautique et au secteur agricole (\$9 milliards annuels pour ce dernier). Autre illustration du retour d'un certain mercantilisme, la décision du gouvernement d'introduire des mesures discriminantes contre les exportations du bois brut au moment où des avantages fiscaux ont été accordés aux fabricants de produits de bois à haute valeur ajoutée¹⁶. Le secteur automobile représente un autre cas emblématique où les droits de douane restent élevés (25%) sur les véhicules importés et moins élevés sur les pièces importées afin de favoriser la production de véhicules à l'intérieur du pays. A cette politique douanière s'ajoutent des instruments de stimulation fiscale, tels que l'exonération des impôts des producteurs à l'intérieur du pays en cas d'approvisionnement auprès des fournisseurs fabriquant en Russie à 70%.

Avec ce nouveau mix de politiques commerciales et fiscales, le gouvernement entend favoriser le développement de certains secteurs au risque de compromettre son entrée immédiate à l'OMC¹⁷.

Sur le plan extérieur l'essor des investissements russes à l'étranger est spectaculaire [Vahtra and Liuhto, 2004 et 2007, Durand, 2007b]. Si en 2006, selon les estimations de *Financial Times*, les acquisitions de grands groupes russes à l'étranger se sont faites pour un montant global de \$7,8 milliards, chiffre déjà élevé par rapport aux années précédentes, leur valeur s'établirait à \$18,7 milliards en 2007¹⁸. La Banque Centrale russe estime que le total des investissements russes à l'étranger a doublé en 2007 par rapport à 2006 en atteignant \$45

16 Décision du gouvernement russe datant du 23 juin 2006 et du 5 février 2007. Suite à ces mesures, le finlandais Stora Enso a annoncé son intention d'investir \$1,5 milliards dans une usine de transformation de bois et de cellulose dans la région de Nijni-Novgorod. Voir les sites d'actualités, par exemple <http://www.rb.ru/news/business/2007/10/24/145939.html> en date du 24 octobre 2007.

17 L'introduction de taxes supplémentaires à l'exportation du bois brut a provoqué de vives protestations de la Finlande et de la Suède qui ont appelé l'UE à révoquer sa signature sur l'accord du protocole de la négociation de l'adhésion de la Russie à l'OMC.

18 Selon les données de *Financial Times*, les plus importantes acquisitions, sans surprises, ont été effectuées par les entreprises appartenant aux secteurs des matières premières : Nornickel a acheté LinenOr Mining pour \$6,35 milliards, Gazprom a acquis 50% de Beltransgaz pour \$2,5 milliards et le sidérurgiste Evraz a absorbé Oregon Steel pour \$2,1 milliards.

milliards.

Ces investissements répondent à des stratégies de conquête de marchés et d'accès à des matières premières qui peuvent s'articuler aux orientations géopolitiques de l'Etat ainsi qu'à une recherche d'avantages technologiques. C'est une telle logique que l'on observe par exemple dans la prise de participation de la VneshtorgBank (VTB) dans EADS en septembre 2006, diverses acquisitions des métallurgistes russes au sein de l'Union européenne et aux Etats-Unis ou le probable rachat du producteur français de puces Altis par des acteurs russes, supposément liés à Rosoboronexport¹⁹. Le soutien apporté à ces opérations dans un certain nombre de cas par les banques publiques russes témoigne de la volonté politique de transformer les ressources de la rente des matières premières en pouvoir technologique permettant de moderniser la base industrielle du pays²⁰.

2. Une logique sociale développementaliste

En arrière plan de cette réémergence d'une politique industrielle, on trouve l'humiliation du formidable bond en arrière que fut la transition mais aussi l'inquiétude des autorités russes face à l'évolution du contexte international, en particulier au lendemain de l'invasion de l'Irak en 2003. Deux leitmotifs sont omniprésents dans le discours actuel des élites russes : la croissance économique et le regain de puissance du pays²¹. Ces deux domaines sont aussi considérés par la population comme les principales réussites de la présidence de Poutine²². Or, il s'agit précisément des orientations qui caractérisent le développementalisme. Selon Castells [1992, p. 56], « *l'Etat est « développementaliste » lorsqu'il conçoit, comme source principale de sa légitimité, sa capacité à promouvoir et soutenir le développement compris comme la combinaison de taux de croissance économique élevés et de l'évolution [favorable] du système productif aussi bien à l'intérieur du pays que par rapport à d'autres pays au sein de l'économie internationale* ». Au sein d'une telle logique sociale la croissance économique a une valeur instrumentale puisqu'elle se conçoit principalement comme un levier de puissance politique.

Cette approche n'est inédite ni dans l'histoire économique mondiale, ni dans l'histoire économique russe. Elle se retrouve dans une série de pays où l'Etat s'est substitué à une bourgeoisie nationale inexistante ou trop faible pour assurer la direction économique du pays.

2.1. La croissance économique au service de la puissance nationale

Gerschenkron [1962, 1970] met en lien l'ampleur du retard du pays et le rôle central joué par l'Etat dans l'organisation de l'économie russe des années 1880-1890. Le comte Witte, ministre des finances d'Alexandre III et premier ministre de Nicolas II, se réclamait ouvertement de la doctrine économique de List et proposait non seulement de conduire une politique

19 Malakhov A., "Росборонэкспорт приземлился у Парижа" (Rosoboronexport prizemlilsia uo Parizha), *Kommersant*, le 3 septembre 2007, <http://www.kommersant.ru/doc.aspx?docid=800766>

20 Le 1^{er} février 2008, lors de son intervention publique à Krasnodar, Medvédiev a cité l'exemple de l'expansion de sociétés chinoises à travers le monde en appelant les entreprises russes à faire la même chose et en promettant le soutien de l'Etat (voir par exemple <http://www.regnum.ru/news/obzor/950749.html>).

21 Les deux sont constamment évoqués par les représentants du pouvoir russe, y compris par le président, parfois dans des circonstances qui s'y prêtent peu. Ainsi, lors de ses vœux à la nation à l'occasion du Jour de l'an 2008, V. Poutine a déclaré : « Nous voyons tous comment se renforce la Russie, comment croît notre économie, comment s'ouvrent de nouvelles possibilités pour les gens... Bien sûr, nous n'avons pas réussi à régler tous les problèmes, mais je suis certain : la voie choisie par le peuple russe est la bonne, et elle nous mènera au succès » (V. Poutine, « Adresse publique télévisée du président au peuple russe à l'occasion du jour de l'an », le 01/01/08, http://www.lenta.ru/news/2008/01/01/newyear/_Printed.htm).

22 Par exemple, dans le sondage de ROMIR datant d'août 2007, les trois grands problèmes que le président Poutine aurait traités de la manière la plus efficace sont le redressement du prestige de la Russie sur la scène internationale (39%), l'augmentation du niveau de vie de la population (31%), et la croissance du PIB (21%).

commerciale mercantiliste, mais d'impliquer l'Etat dans le développement des industries structurantes afin d'impulser l'essor d'autres secteurs [Witte, 2004 (1883)]. Pour ce faire, il suggérait de prélever des ressources sur l'agriculture (via la fiscalité) et de les canaliser dans les grands projets, tels que la construction des chemins de fer afin de favoriser le commerce russe, mais aussi d'entraîner le développement d'autres secteurs, tels que la sidérurgie et les constructions mécaniques²³. Witte considérait qu'il était nécessaire d'engager l'Etat dans une politique d'industrialisation active sous peine de condamner la Russie à une dépendance économique vis-à-vis des grandes puissances²⁴. Le développementalisme découle ainsi d'une vision particulière de l'insertion internationale du pays animée par des éléments d'idéologie nationaliste. La menace extérieure est instrumentalisée dans le discours politique et joue donc un rôle clé, justifiant un projet développementaliste présenté comme l'impératif catégorique pour la survie de la nation. En cela, la logique sociale développementaliste comporte certaines similitudes avec le modèle de mobilisation économique de type soviétique²⁵, dès lors que l'option du socialisme dans un seul pays s'est imposée.

Le parallèle avec les expériences développementalistes des pays asiatiques après la seconde guerre mondiale est saisissant : au Japon l'humiliation de l'après-guerre, en Corée du Sud la menace du Nord et de la Chine, à Taiwan la menace de la Chine continentale. Dans tous ces pays, les élites ont simultanément joué la carte nationaliste et appliqué une politique industrielle stratégique pour combler le retard de manière accélérée. En dépit des spécificités propres à chacune des trajectoires nationales, on retrouve alors des figures similaires : protectionnisme, constitutions de grands conglomérats, logique entrepreneuriale visant la maximisation des parts de marché plutôt que la maximisation des profits, interventions publiques dans le système financier, relations de propriété atypiques...

Dans le cas russe pré-soviétique, comme dans le cas des pays asiatiques, l'intervention développementaliste de l'Etat ne s'oppose pas au capitalisme mais vise à exercer une forte contrainte sur la rationalité marchande afin de satisfaire aux impératifs de l'industrialisation : investissements massifs et croissance prioritaire de certains secteurs. Ce n'est qu'après leur maturation et l'acquisition d'un niveau suffisant de compétitivité que ces secteurs peuvent être exposés à la concurrence internationale [Amsden, 1989 ; Johnson, 1982 ; Wade, 1990].

2.2. Russie : qui gouverne ?²⁶

Si l'hypothèse de l'émergence d'un Etat développementaliste en Russie est correcte, la question se pose quant à la manière dont : 1) se formuleraient les objectifs nationaux plus ou moins consensuels concernant le développement économique (les élites peuvent avoir des intérêts divergents) ; 2) s'élaborerait une stratégie cohérente pour les atteindre (les élites peuvent avoir des visions différentes de comment les intérêts communs pourraient être atteints) ; 3) et enfin, s'effectuerait le contrôle de l'application de cette stratégie (les élites

23 Il est également intéressant que Witte préconise une approche très orthodoxe aux finances publiques : selon lui, dans un pays, comme la Russie, où les forces majeures étaient très fréquentes, l'Etat devrait avoir un surplus budgétaire pour pouvoir faire face à des dépenses imprévues. Ce n'est pas sans rappeler l'argumentaire actuel de certains officiels russes en faveur du « Fonds de stabilisation ».

24 Au moment de la rédaction de sa brochure sur List en 1883, Witte considère que la Russie est surtout dépendante de l'Allemagne. « Lorsque List écrivait son ouvrage, l'Allemagne se trouvait dans la même situation de dépendance économique vis-à-vis de la Grande-Bretagne que celle que nous éprouvons aujourd'hui à l'égard de l'Allemagne » [Witte, 2004, p. 86].

25 La célèbre phrase de Staline résume bien l'état d'esprit similaire qui régnait au sein du parti communiste soviétique dans les années 30 : « L'histoire de la Russie est, entre autres, l'histoire des défaites liées à son retard et son arriération... Dans le domaine économique, nous sommes cent ou cinquante ans en retard par rapport aux pays les plus avancés du monde. Il nous faut bien faire ce chemin en une dizaine d'années... Soit nous le ferons, soit ils nous écraseront ». [Staline 1931 et 1947, p.356] (cité par Kornai [1992]).

26 Ce sous-titre fait référence explicite à l'ouvrage de Johnson [1995] *Japan: Who Governs?*.

peuvent abuser du pouvoir qu'elles détiennent).

La résolution de ces trois problèmes nécessite souvent la création d'une sorte « d'état-major économique », formel ou informel, qui regroupe l'élite politique, bureaucratique et économique [Johnson, 1995 ; Onis, 1991]. L'expression institutionnelle concrète de la solution retenue peut prendre des formes diverses, selon les contextes nationaux²⁷. Dans les Etats asiatiques nouvellement industrialisés, la configuration qui s'est imposée combinait trois éléments : des élites sélectionnées à travers des grands corps, aisément contrôlables en raison de leur taille réduite (premier élément), un exécutif fort, autoritaire et stable (deuxième élément) qui délègue les pouvoirs d'appliquer la stratégie à l'élite bureaucratique (troisième élément), le plus souvent à un organe spécifique chargé de piloter le développement économique du pays [Onis, 1991]. En Russie, les prémisses d'un agencement développementaliste du pouvoir semblent apparaître.

tableau 1 : Membres de l'exécutif siégeant dans le Conseil d'Administration ou le Conseil des Directeurs d'une ou plusieurs grandes entreprises.

Responsable	Poste au sein du pouvoir politique	Entreprise « surveillée »
V. Zoubkov	Premier ministre	VEB, Gazprom (gaz)
D. Medvédev	Premier vice-premier ministre	Gazprom (gaz)
I. Setchine	Chef adjoint de l'administration présidentielle	Rosneft (pétrole)
A. Joukov	Vice-premier ministre	Chemins de fer
V. Khristenko	Ministre de l'industrie et de l'énergie	Transneft (oléoducs)
I. Chouvalov	Conseiller économique du président	Sovkomflot (transport maritime)
A. Koudrine	Ministre des finances	Alrosa (diamants), VTB (banque)
S. Prikhodko	Chef adjoint de l'administration présidentielle	TVEL (Uranium)
L. Reiman	Ministre des télécoms	Sviazinvest (télécoms)
V. Ivanov	Chef de l'administration présidentielle	Almaz-Antei (diamants), Aéroflot (transport aérien)
S. Ivanov	Premier vice-premier ministre	OAK (aérospatial), construction navale
G. Gref	Ex-ministre du développement économique et du commerce	Sberbank (banque)
A. Serdukov	Ministre de la défense	Khimprom (chimie)
S. Narychkine	Premier vice-premier ministre	ORT (chaîne de télévision)
A. Tchubaïs	Ex-ministre de propriété publique	RAO EES (électricité)
S. Kirienko	Ministre de l'industrie atomique	Atomprom (centrales nucléaires)
S. Tchémézov	Directeur de Rosoboronexport	Avtovaz (automobile), VSMPO (Titanium)

élaboré à partir de la presse russe et étrangère
données au 1^{er} février 2008

27 Ainsi, au Japon, elle a pris la forme d'une alliance entre l'élite politique chargée à légitimer les actions visant à promouvoir le développement économique, et l'élite bureaucratique qui devait mettre en place ces actions. Dans un sens, comme l'observe Johnson [1982], les politiques régnaient (reigned), et les bureaucrates géraient (ruled). La Corée du Sud a trouvé un autre modèle où les militaires contrôlaient l'exécutif et la manière dont il mettait en œuvre la stratégie développementaliste [Amsden, 1989].

En premier lieu, de nombreux officiels russes haut placés font partie des conseils d'administration voire des conseils de direction d'entreprises stratégiques russes à contrôle public (tableau 1). On voit bien qu'ils ont un droit de regard sur les principales entreprises énergétiques du pays, les trois plus grandes banques et les secteurs stratégiques (tels que l'automobile, l'aérospatial, la chimie, les constructions navales et les chemins de fers) qui doivent réceptionner les liquidités, se développer et « tirer » d'autres industries derrière eux.

En second lieu, des mécanismes de recrutement de l'élite politique s'affirment. Ainsi, la montée en puissance du personnel issu des structures de force au sein des élites politiques et économiques russes [Kryshtanovskaya and White, 2003] s'accompagne d'une importance croissante prise par les représentants du monde des affaires [Rivera and Rivera, 2006].

Le lieu de l'état-major quant à lui reste incertain. Le pilotage du développement industriel du pays semblait assigné au ministère du développement économique et du commerce (le MERT). Mais il est aujourd'hui en perte de vitesse, des fonctions importantes étant transférées au ministère de l'industrie et de l'énergie ainsi qu'aux vice-premiers ministres, ce qui nourrit les rumeurs sur la suppression du MERT à court terme. Quel organe s'occupera de la politique industrielle après l'élection du nouveau président ? Cela reste à définir, mais certaines analyses prédisent que cela pourrait être le futur premier-ministre annoncé, V. Poutine lui-même²⁸. En tout état de cause, la confusion qui prévaut quant au lieu de la direction effective de l'économie est un problème aigu dans un contexte marqué par la concentration du pouvoir au sein d'un groupe restreint de personnes : la dilution des responsabilités qui découle du caractère pléthorique de la bureaucratie et de la duplication de certaines fonctions par plusieurs structures gouvernementales reste entière, ce qui nourrit une corruption endémique [Popov, 2007]. Puisqu'il entraîne une redistribution substantielle du contrôle des actifs et tolère les abus de pouvoir, le nationalisme développementaliste peut en fin de compte être instrumentalisé par les acteurs et servir une simple recomposition de l'oligarchie.

2.3. Quelle intégration corporatiste ?

Le modèle développementaliste s'accommode mal des formes pluralistes de la démocratie à l'occidentale parce que celles-ci supposent la possibilité de rotations fréquentes au sommet de l'Etat autorisant des inflexions significatives dans la politique. Il a aussi besoin pour perdurer d'une forme de consentement de la majorité de la population le préservant des effets déstabilisateurs des conflits sociaux lourds.

Pour ce faire, le régime politique autoritaire - Taiwan ou Corée du Sud hier - ou formellement démocratique - Japon²⁹ et Russie actuelle - se teinte donc d'un corporatisme assurant via l'idéologie nationaliste et l'intégration des groupes les plus puissants.

Dans le cas du monde des affaires, cette intégration ne pose pas de problème car les propriétaires des grandes firmes gagnent le plus souvent au modèle développementaliste. C'est en revanche plus compliqué pour le salariat : la stratégie développementaliste est imposée par le haut et non par le bas et « *le conflit d'objectifs y est évité par l'absence de tout engagement en faveur de l'égalité ou l'équité sociale* » [Onis, 1991, p. 111]. Toutefois, au Japon et en Corée du Sud notamment, des institutions de type « emploi à vie » et des garanties sociales furent consenties dans les grandes firmes, afin de s'attacher la loyauté des travailleurs et de contrecarrer l'influence des gauches politiques et syndicales. Les objectifs de réduction de la pauvreté et d'amélioration du niveau de vie de la population peuvent aussi faire partie du

28 Eriomina N., Méréminskaja E., « Страна останется без развития » (Le pays restera sans développement), le 1^{er} février 2008. <http://www.gazeta.ru/financial/2008/02/01/2621407.shtml>

29 Le caractère démocratique du système politique au Japon est très relatif, comme le montrent par exemple M. Aglietta et Berrebi [2007].

discours politique - ce qui est le cas en Russie -, mais sont considérées comme découlant, de façon quasi mécanique, du développement économique.

Comme nous le constaterons dans les sections suivantes, la croissance économique élevée dans la période récente en Russie ne s'est jusqu'à présent pas traduite par une réduction des inégalités ni d'augmentations conséquentes des dépenses sociales. De plus, contrairement à la dynamique politique qui accompagne le retour de l'État au Venezuela ou en Bolivie, le processus en cours en Russie n'est aucunement lié à une mobilisation sociale de grande ampleur. On y observe une dynamique sociale verticale descendante avec d'un côté, l'affirmation d'un pouvoir politique autoritaire, théorisé en tant que « *démocratie dirigée* », et, d'un autre côté, une tentative d'intégration corporatiste du salariat à travers des syndicats majoritaires domestiqués.

3. Une dynamique de récupération, pas de rattrapage

Il est sans doute trop tôt pour juger de l'efficacité de la stratégie développementaliste : le passage d'un « libéralisme pragmatique » à une politique publique nettement plus active n'est perceptible que depuis 2004 [Sapir, 2007]. Néanmoins, bien que la croissance russe depuis 1999 ait été forte, les résultats économiques sont beaucoup plus mitigés si l'on considère le rythme et la qualité de l'accumulation, divers indicateurs socioéconomiques ainsi que les enjeux environnementaux.

Pour ce faire, nous pouvons nous appuyer sur la définition de Castells évoquée précédemment et ses deux éléments clés : taux de croissance élevés et position de la Russie dans l'économie internationale. Le pouvoir russe communique souvent sur l'indicateur assez formel du taux de croissance économique annuel qui est instrumentalisé dans le discours politique. Cette instrumentalisation peut découler en partie de la simplicité du message à passer aux électeurs mais aussi et avant tout du fait que sur ce premier champ, le gouvernement russe réussit pour l'instant nettement mieux que sur le second.

Afin d'interpréter correctement les bonnes performances macroéconomiques de la Russie dans la période récente, il est nécessaire de présenter quelques faits stylisés quant aux implications des modalités d'insertion du pays dans l'économie internationale et aux caractéristiques de la croissance.

3.1. Un appareil productif affecté par le syndrome hollandais

La bonne conjoncture en Russie a été soutenue ces dernières années par l'envol du cours des hydrocarbures et, dans une moindre mesure, des productions métallurgiques, qui ensemble représentent près de 80 % des exportations du pays. Dans un contexte de croissance rapide des importations, on note une forte hausse de la part du poste « machines, équipements et moyens de transport » - 31% en 2000, 37,4 % en 2003 et 47,7% en 2006 [RosStat, 2008] - dans lequel se situent de nombreux biens de consommation ainsi que des machines-outils. Dans le même temps ce poste recule à l'export - de 9% en 2003 à 5,8 % en 2006 - en dépit du niveau élevé des exportations d'armes [Lahille, 2007].

Si on regarde le taux de croissance annuel moyen en volume de l'activité de différents secteurs sur la période 2003-2007, on constate que dans le secteur des industries extractives la progression a été de 4,2 %, dans la manufacture de 6,6%. Mais c'est hors de l'industrie que se situent les secteurs les plus dynamiques avec pour la construction (+ 12,4%), le commerce (+ 11,6%), les activités financières (+10,6%), l'immobilier (+7,7%) les transports et les communications (+8,3%) [RosStat, 2008].

tableau 2. Principales exportations et importations en 2000 et 2006 (% de la valeur totale)

exportations				importations			
	2000	2003	2006		2000	2003	2006
produits minéraux	53,8	57,3	65,7	machines, équipements et moyens de transport	31,4	37,4	47,7
métaux, pierres précieuses et produits	21,7	17,8	16,4	produits chimiques et caoutchouc	18	16,8	15,8
machines, équipements et moyens de transports	8,8	9	5,8	produits alimentaires et agricoles	21,8	21	15,7
produits chimiques et caoutchouc	7,2	6,9	5,6	métaux pierres précieuses et produits	8,3	7,3	7,7

RosStat (2008)

Ces données permettent de saisir la logique économique de la période que vient de connaître la Russie. Elles indiquent en premier lieu, une spécialisation internationale sur les biens primaires et la dépendance du pays vis-à-vis de l'étranger pour les biens manufacturiers ; le dynamisme de la demande de biens manufacturiers découlant du surcroît de revenu lié à la croissance des recettes d'exportation est ainsi en grande partie satisfait par les importations. D'un autre côté, on assiste à une forte croissance de la production de produits non-échangeables (construction, commerce, immobilier). Sur le plan interne, l'impact de la croissance des revenus rentiers sur la demande profite ainsi d'abord aux secteurs abrités de la concurrence internationale.

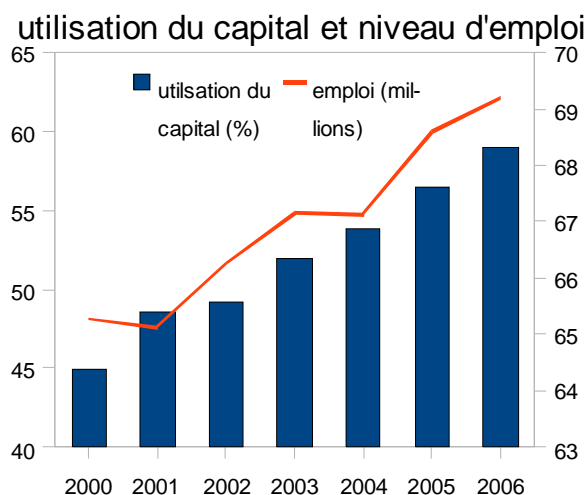
Dans un contexte de hausse prix des matières premières, cette évolution est typique du « syndrome hollandais » et peut entraîner une dynamique de désindustrialisation [Corden and Neary, 1982]. D'une part, l'accroissement de la profitabilité des secteurs exportateurs exerce un effet d'attraction sur les ressources ; d'autre part, l'accroissement des revenus réels induit une appréciation du taux de change réel et une augmentation de la demande qui s'exerce à la fois sur les biens non-échangeables dont les prix augmentent et sur les biens échangeables dont les prix sont comprimés par la concurrence des importations. Un tel syndrome s'est déjà manifesté sous une forme atypique dans la décennie 1990 [Vercueil, 2001, p. 256-260]. Après une parenthèse ouverte par la dévaluation du rouble en 1998, ce problème est de retour. Poussée par les recettes d'exportations et désormais par les flux entrants de capitaux, le taux de change réel du rouble a doublé ou triplé - selon le mode de calcul retenu - par rapport au niveau bas atteint en 1999 et dépasse désormais le niveau atteint à la veille de la crise financière de 1998 [World Bank in Russia, 2007]. Dans le même temps, bien que le pays conserve un important excédent commercial, la croissance des importations est depuis 2006 sensiblement plus élevée que celle des exportations.

3.2. La faiblesse de l'accumulation

Aux problèmes posés par le « syndrome hollandais » sur l'orientation de la croissance de l'activité, il faut ajouter la faiblesse de l'accumulation. L'accumulation de capital et de travail a joué un rôle peu important dans la forte croissance de ces dernières années [World Bank in Russia, 2007]. La population employée est passée de 65 à 69 millions, mais le nombre d'actifs est inférieur à ce qu'il était au début de la décennie 1990 en raison de la diminution de la population du pays et de son vieillissement. D'autre part, la période de récupération a été marquée par une croissance importante du taux d'utilisation des capacités de production (figure 1). En bref, la croissance du PIB a été largement alimentée par des ressources déjà

présentes mais sous-employées.

figure 1. Utilisation des capacités de production entre 2000 et 2006 (Rosstat, 2008)



Du point de vue de la logique développementaliste, un aspect particulièrement préoccupant est la faiblesse de l'investissement. Le taux d'investissement est stable autour de 20 % du PIB, soit moitié moins que le taux d'investissement chinois et sensiblement moins que le taux indien (figure 2). Et si la Russie fait à peu près jeu égal avec le Brésil, elle, doit contrairement à ce pays, compenser la brutale décapitalisation consécutive à la grande crise transformationnelle des années 1990. D'un point de vue qualitatif, cet investissement se concentre dans les transports, l'extraction des hydrocarbures, l'immobilier, la fourniture d'électricité, de gaz et d'eau, la construction, les communications et la métallurgie. En revanche, les secteurs des constructions mécaniques et des équipements électriques, électroniques et optiques restent marginaux : ils ne représentent que 0,5% de l'investissement global en 2005 et 2006, en léger recul par rapport à la période 2000-2004 [Rosstat, 2008].

Le taux de dépenses de R&D en part du PIB progresse régulièrement et s'élève à 1,2% en 2005, soit plus que l'Inde et le Brésil et presque autant que la Chine [OCDE, 2007]. Cependant, la crise du système national d'innovation russe est loin d'être surmontée [Laperche et Uzunidis, 2007]. Un indicateur imparfait de ces difficultés est l'évolution du nombre de brevets qui montre que la part du pays diminue dans les dépôts mondiaux et que la Russie est désormais nettement distancée par la Chine et l'Inde et rattrapée par le Brésil [OECD, Patent Database, June 2007]. La Russie ne peut par ailleurs s'appuyer sur les investissements directs étrangers pour moderniser son appareil productif : si les flux d'IDE ont fortement crû depuis 1999 jusqu'à dépasser au premier semestre 2007 les 5% du PIB, ils restent pour l'essentiel concentrés dans le secteur de l'extraction des ressources minérales (70,6% au premier semestre 2007) et des services non-échangeables tels que l'immobilier (5,2%) et le commerce (4,1 %) [World Bank in Russia, 2007].

figure 2. Évolution des taux d'investissement des BRIC entre 1999 et 2007 (EcoWin-Reuters)

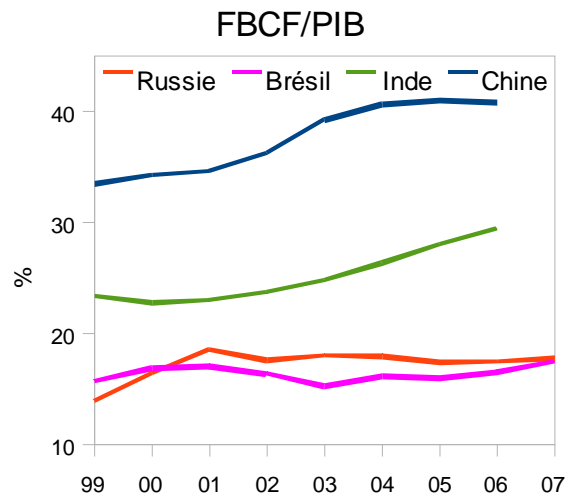
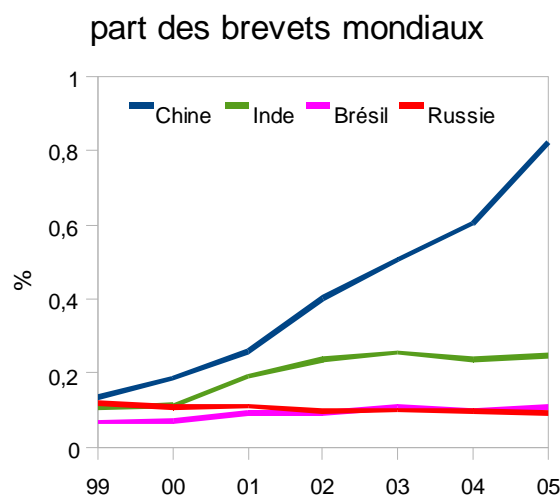


figure 3. Part des BRIC dans les dépôts mondiaux de brevets (OECD, Patent Database, June 2007)



Les gains de productivité qui ont autorisé la croissance récente sont donc liés à une utilisation du stock de capital et de travail sous-employé au cours de la période précédente ainsi qu'aux gains d'efficacité résultant de la restructuration de l'appareil productif [World Bank in Russia, 2007]. Cependant, en l'absence d'investissements suffisants, avec une population déclinante et sans renforcement des activités d'innovation, les sources de croissance dont dispose le pays pour les années à venir semblent réduites. Les faiblesses du système éducatif - dont le poids en termes de part des dépenses du PIB a diminué entre 2002 et 2006 [RosStat, 2007] - sont aussi en cause : elles entraînent des pénuries de main d'oeuvre qualifiée dans certains secteurs et limitent la faculté de la force de travail à se redéployer vers de nouveaux secteurs [World Bank in Russia, 2007]. Dans un contexte pré-électoral, des déclarations gouvernementales promettent une augmentation importante des sommes consacrées à l'éducation et à la santé³⁰.

Elles semblent cependant démenties par le budget fédéral triennal voté en 2007³¹.

Au final, si les autorités russes peuvent se prévaloir d'une forte croissance, les éléments présentés sur la période initiale du tournant développementaliste font apparaître des faiblesses majeures. Grâce aux ressources tirées des exportations de produits de base, la Russie dispose de manière endogène, à la différence des pays asiatiques, de moyens de financement pour mettre en œuvre une politique industrielle active. Cependant, cet avantage est clairement contrebalancé par le fait que les mécanismes du « syndrome hollandais » l'empêchent de jouer la carte d'un taux de change faible pour améliorer la compétitivité des entreprises exposées à la concurrence internationale. Les éléments de politique mercantiliste évoqués plus haut peuvent constituer une réponse partielle à cette difficulté. Ces éléments pourraient être complétés par des restrictions à l'entrée de capitaux spéculatifs attirés par la bonne santé de l'économie russe et qui poussent le change vers le haut [Sapir, 2008]. D'autre part, la faiblesse de l'investissement en capital fixe et dans l'éducation tout comme les insuffisances du système de R&D tendent à montrer que la forte croissance correspond à une logique de récupération par rapport à la crise transformationnelle des années 1990. Jusqu'à présent, au niveau macroéconomique, aucun élément significatif ne montre la constitution de nouvelles capacités et compétences productives suffisamment importantes pour enclencher une dynamique de rattrapage des pays les plus développés.

4. Des contradictions sociales et environnementales persistantes

A ces premiers indices d'un relatif échec s'ajoutent d'autres difficultés : la période faste que vient de connaître la Russie est loin d'avoir permis de résorber les contradictions sociales, géographiques et environnementales qui se sont aiguïées au cours de la transformation systémique.

4.1. Un pays fortement polarisé

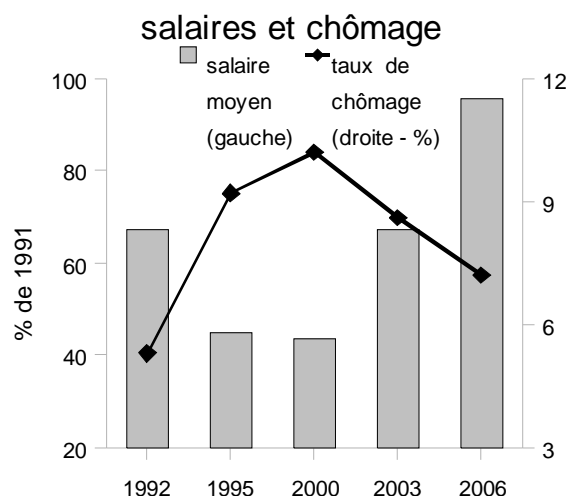
L'amélioration très substantielle de la situation économique générale par rapport au plus profond de la crise en 1998 a eu des répercussions positives (figure 4). Le taux de chômage s'est ainsi réduit significativement, passant de plus de 12% en 1999 à environ 7% en 2006. Dans le même temps, les salaires réels ont plus que doublé. Cependant, la récupération par rapport au début de la décennie 1990 n'est toujours pas achevée.

Facteur aggravant, les revenus salariaux sont très fortement dispersés : ainsi, l'indicateur de Gini en 2004 montre que la Russie se caractérise par un niveau d'inégalité très élevé [Unicef-transMONEE, 2007] approchant les situations extrêmes de pays comme le Brésil et la Chine et très éloigné d'un pays en transition comme la Tchéquie.

municipal) de 25% en 2008 par rapport à 2007. Ce rythme de croissance devrait se maintenir, selon lui, au-delà de 2008 (voir les sites d'actualités russes, par exemple http://www.edu.ru/index.php?page_id=5&topic_id=5&sid=4505)

31 Selon le budget triennal voté par la Douma, la part des dépenses consacrées à l'éducation dans le budget fédéral devrait baisser de 5,1% en 2007 à 4,2% en 2010. En ce qui concerne la santé, la dynamique est la même : de 3,8% du budget en 2007 à 3,4% du budget en 2010. *Аналитический вестник Совета Федерации ФС РФ*, « Финансирование отраслей социальной сферы », 2007, N°14, 331.

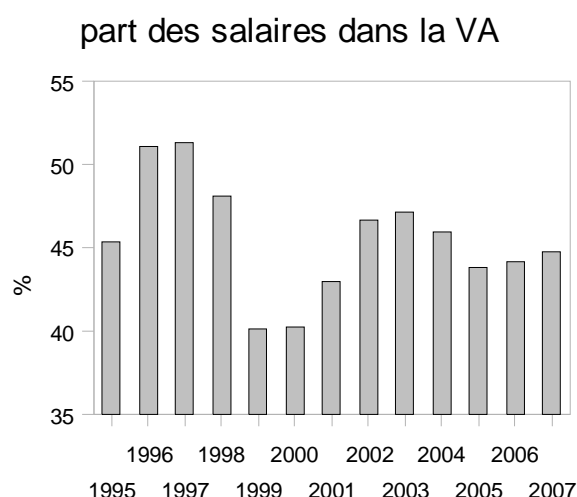
figure 4. évolution du taux de chômage et du salaire réel (sources BERD et GKS)



Des données plus récentes font apparaître que le régime de croissance forte produit une concentration accrue des revenus. Sur l'année 2005, les 90% de la population ayant le revenu le plus faible ont vu leurs revenus – y compris transferts sociaux - croître moins vite que le revenu global. Le revenu disponible des déciles 10 et 9 a ainsi progressé de respectivement 21 % et 13,4 % tandis que pour les autres déciles la progression s'est située entre 7,5 et 9,8% [ICSS, 2006]. Cette évolution s'est poursuivie sur le début de l'année 2006³².

Autre indicateur de la polarisation sociale, l'évolution de la part des salaires dans le PIB, met en évidence de manière spectaculaire que le choc de la crise financière de 1998 a été pour l'essentiel absorbé par les salariés. Dans la période qui a immédiatement suivi la crise, il y a eu un redressement partiel de ce partage mais entre 2003 et 2005 la tendance est défavorable aux salariés (figure 5).

figure 5. évolution de la part des salaires dans la valeur ajoutée [RosStat, 2007]



32 Взгляд, « Зарплаты растут у богатых », (Les salaires augmentent chez les riches), le 5 mai 2006
<http://vz.ru/economy/2006/5/5/32447.html>

L'évolution de la pauvreté est aussi préoccupante. Il y a bien eu une réduction très forte et continue de la pauvreté - quelle que soit la définition retenue – par rapport à la situation extrême de 1998-1999. Cependant, cette réduction est loin d'être uniforme. Elle fait au contraire apparaître un contraste très net entre zones urbaines et zones rurales : au cours de la période récente, la pauvreté est ainsi devenue un phénomène essentiellement rural, indiquant la cristallisation de poches d'exclusion sociale et économique [Gerry and al., 2008]. A cette ruralisation de la pauvreté, il faut ajouter l'extrême hétérogénéité économique du territoire russe : sur l'année 2007, seules la région de Moscou et quatre autres sujets de la Fédération riches en hydrocarbures avaient un revenu par tête supérieur à 20 000 roubles par mois tandis qu'une majorité d'entités avait un revenu inférieur à 10 000 roubles [RosStat, 2008].

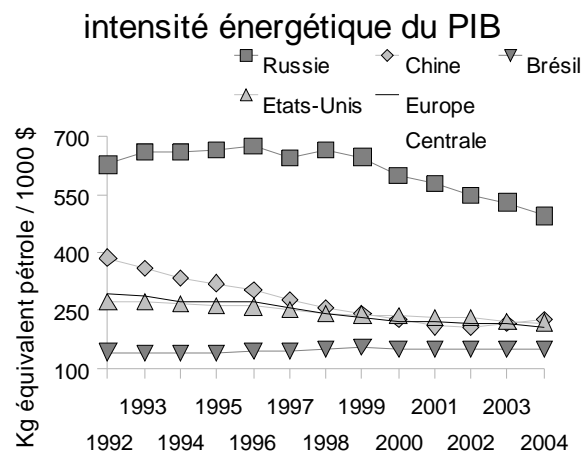
Selon le PNUD en Russie, l'hétérogénéité du territoire russe en termes d'opportunité de développement humain demeure une préoccupation extrêmement sérieuse : les régions riches en hydrocarbures et la capitale Moscou se situent à des niveaux de développement comparable à celui de la Tchéquie, des régions relativement riches comme le Tatarstan ou Saint-Petersbourg se situent déjà sensiblement plus loin avec un IDH comparable à celui de la Bulgarie alors que les régions les plus pauvres, à l'instar de l'Ingouchie sont dans une situation critique avec un IDH proche de celui du Guatemala [UNDP in Russia, 2007].

En résumé, la croissance économique n'est pas orientée vers une réduction des inégalités mais tend à perpétuer voire à accroître la polarisation sociale. En établissant une flat tax de 13% et en diminuant l'impôt sur les sociétés, la réforme fiscale de 2001 indiquait déjà très clairement que la réduction des inégalités n'était pas un enjeu central pour le pouvoir. Cependant, alors que la population sort la tête de l'eau, cette polarisation se traduit par un renouveau de la combativité sociale. D'importantes mobilisations contre la monétisation d'avantages sociaux et sur la question du logement ont ainsi eu lieu en 2004-2005 [Clément, 2007]. Et des grèves sur la question des salaires dans l'automobile, les chemins de fer, la poste ou encore les ports ont marqué l'année 2007.

4.2. De graves défis environnementaux

Sur le plan environnemental, les défis auxquels est confrontée la Russie sont considérables en raison d'une part de la vétusté de son appareil productif découlant du retard des investissements et, d'autre part, de sa spécialisation productive. A titre d'illustration, on peut signaler que six des trente sites les plus pollués du monde se situent sur le territoire russe [Blacksmith Institute, 2007]. Le pays est aussi le 3ème grand émetteur de gaz CO₂ de la planète. A la faveur de la grande crise transformationnelle, la Russie a réduit ses émissions de CO₂ de 23% sur la période 1992-2004 [PNUD, 2007]. Cependant, cette dé-carbonisation partielle et sans effort a détourné l'attention des acteurs, ce qui positionne défavorablement la Russie pour la transition énergétique qui se prépare. Les indicateurs d'utilisation d'énergie situent ainsi le pays parmi les moins efficaces du monde [GEO Data Portal, 2008], si bien que le pays risque d'être contraint d'acheter des droits à polluer au cours de la prochaine décennie.

figure 6. L'intensité énergétique du PIB russe en perspective internationale (GEO Data Portal, 2008)



Conclusion

Les autorités ont adopté, au moins depuis 2004, une posture développementaliste légitimant l'intervention de l'Etat dans le champ économique afin d'accélérer la restauration du rang international de la Russie. Cette politique est intervenue dans un contexte marqué, d'une part, par le sentiment de l'humiliation à la suite du déclassement brutal de la Russie en tant que puissance dans les années 90 et, d'autre part, par le possible changement de la perception de la situation internationale à la suite notamment de l'intervention américaine en Irak.

Ce retour de l'Etat est cependant limité pour l'essentiel à la figure de l'Etat producteur ; la montée en puissance de la propriété publique et l'activation de divers instruments de politique industrielle ne s'accompagnent pas d'un développement de l'Etat providence tandis que la politique macroéconomique reste relativement orthodoxe.

Si le tournant opéré est manifeste, il faut cependant se garder de le surinterpréter. D'abord, en raison de la faiblesse de ses bases institutionnelles. L'extension de la propriété publique s'est effectuée sans remise en cause formelle de la libéralisation opérée dans les années 1990 et n'a pas débouché sur l'émergence d'un état-major économique clairement identifié, tel qu'il en existait dans les développements asiatiques. Les déclarations du candidat Medvedev appelant à un retrait de l'Etat³³ invitent d'ailleurs à ne pas exclure la possibilité que la période qui vient de s'écouler n'ait été qu'une phase d'instrumentalisation de la puissance publique aux fins de recomposition de l'oligarchie.

Quoi qu'il en soit, les résultats de ces politiques à l'aune des aspirations « développementalistes » sont pour l'instant limités. Les taux de croissance du PIB ont été élevés mais le pays n'est toujours pas sorti du verrouillage rentier et oligarchique hérité des années 1990. Au vu de la gravité du « syndrome hollandais », la Russie ne peut réussir une diversification de l'économie lui permettant de sortir de sa position de subordination au niveau international, qu'à condition de développer les secteurs à haute valeur ajoutée, moins sensibles aux effets de variation du taux de change. Pour cela, elle a besoin d'une main d'œuvre hautement qualifiée et d'un consensus social permettant une forte implication des salariés. Une telle stratégie semble incompatible avec les politiques menées jusqu'à présent qui négligent l'éducation et la santé et favorisent un haut niveau d'inégalités.

33 « Дмитрий Медведев расставил точки над 'и' » («Dmitry Medvedev a mis les points sur les 'i'»), *Kommersant*, le 16 février 2008, <http://www.kommersant.ru/doc.aspx?DocsID=853673>

Bibliographie

- AGLIETTA M. et BERREBI L. [2007], *Désordres dans le capitalisme mondial*, Odile Jacob, Paris, 445 p.
- AMSDEN A. H. [1989], *Asia's Next Giant. South Korea and Late Industrialization*, Oxford University Press, New York, 400 p.
- BLACHSMITH INSTITUTE [2007], *The world's worst polluted places*, New-York, www.blacksmithinstitute.org
- CASTELLS M. (éd) [1992], "Four Asian Tigers with a Dragon Head: A Comparative Analysis of the State, and Economy, and Society in the Asian Pacific Rim", in APPLEBAUM R. P. et HENDERSON J., *States and Development in Asian Pacific Rim*, Newbury Park, California, Sage Publications : 33-70.
- CLARKE S. [2004], "A very Soviet form of capitalism? The management of holding companies in Russia", *Post-soviet economies*, 16 (4) : 405-422.
- CLEMENT K. (éd) [2007], "La montée des mouvements de protestation citoyens face à la fermeture du système politique", in MERLIN A., *Où va la Russie ?*, Éditions de l'université de Bruxelles, Bruxelles : 165-188.
- CORDEN M. et NEARY J.P. (1982), "Booming sector and de-industrialization in small open economy", *The Economic Journal*, 92 : 825-848.
- DURAND C. [2007a], "Entre développementalisme et instrumentalisation de la puissance publique : le réengagement de l'État dans l'économie russe", *Innovations*, 26 : 29-49.
- DURAND C. [2007b], "Pourquoi les firmes de la métallurgie russes s'internationalisent-elles? Une approche institutionnelle et systémique", *Revue d'Études Comparatives Est-Ouest*, 38 (1) : 151-192.
- DURAND C. [2005] "Les privatisations en Russie et la naissance d'un capitalisme oligarchique", *Recherches internationales*, 74 (4) : 33-50.
- GADDY C. et ICKLES B. [1998] "Beyond the Bailout: Time to Face Reality about Russia's 'Virtual Economy'", *Foreign Affairs*, 77 : 53-67.
- GERRY C., NIVOROZHKIN E. et RIGG J. [2008], "The great divide: ruralisation of poverty in Russia", *Cambridge Journal of Economics*, Advance Access, January 3.
- GERSCHENKRON A. [1962], *Economic backwardness in historical perspective*, Harvard University Press, Cambridge, 468 p.
- GERSCHENKRON A. [1970], *Europe in the Russian Mirror: Four Lectures in Economic History*, Cambridge University Press, Cambridge, 158 p.
- INSTITUTE FOR COMPLEX STRATEGIC STUDIES (ICSS), *The Millennium Development Goals and Russia's National Projects: Strategic Choices*, UNDP, Moscow, 32 p.
<http://www.undp.ru/index.phtml?iso=RU&lid=1&cmd=publications1&id=59>
- JOHNSON Ch. [1982], *The MITI and the Japanese Miracle*, Stanford, Stanford University Press, 412 p.
- JOHNSON Ch. [1995], *Japan: Who Governs? The Rise of the Developmental State*, London, Norton, 384 p.
- KEBABDJIAN G. [2005], « Mondialisation et "déperissement" de l'État-nation » in HUGON P. et Michalet C. A. (éd), *Les nouvelles régulations de l'économie mondiale*, Kathala, Paris : 17-31.
- KORNAI J. [1992], *The Socialist System: The Political Economy of Communism*, Princeton, Princeton University Press, 672 p.
- KRSHYSHTANOVSKAYA O., WHITE S., [2003], "Putin's Militocracy", *Post-Soviet Affairs*, 19 (4) : 289-306.
- LAHILLE E. [2007], "Le retour de la Russie sur le marché des armements", *Recherches internationales*, 79 : 9-32.
- LAPERCHE B. et UZUNIDIS D. [2007], « Le système national d'innovation russe en restructuration : réformes institutionnelles et politique industrielle », *Innovations*, 26 : 69-94.
- LIND M., [1992], "The Catalytic State", *The National Interest*, 27 : 3-12.
- LIUHTO K. (2007), "A Future Role of Foreign Firms in Russia's Strategic Industries", *Electronic Publications of Pan-European Institute*, 4, 43 p.
- OECD [2006], *Economic survey of the Russian Federation 2006*, Paris, OECD, 156 p.
- OECD [2007], *Factbook 2007: Economic, Environmental and Social Statistics*, on-line version.
<http://oberon.sourceoecd.org/vl=1611570/cl=12/nw=1/rpsv/factbook/>
- ONIS Z. [1991], "The Logic of the Developmental State", *Comparative Politics*, 24 (1) : 109-26.
- POPOV V. [2007], "Russia Redux?", *New Left Review*, 44 : 37-52.
- RIVERA Sh. W. et RIVERA D. W. [2006], "The Russian Elite under Putin: Militocratic or Bourgeois?", *Post-Soviet Affairs*, 22 (2) : 125-144.
- SAPIR J. [1999], "Russian crash of August 1998: Diagnosis and prescriptions", *Post-Soviet Affairs*, 15 : 1-36.
- SAPIR J. [2007], "Quel bilan économique pour les années Poutine ? ", *document de travail CEMI-EHESS*, mars, 39 p.
- SAPIR J. [2008], "Le système financier Russe face à la crise financière mondiale : Bilan pour 2007 et

perspectives pour 2008”, *note de recherche du CEMI-EHESS*, 17 p.

UNDP IN RUSSIA [2007], *National Human Development Report. Russian Federation 2006/2007 Russia's Regions: Goals, Challenges, Achievements*, UNDP, Moscow, 131 p.

<http://www.undp.ru/index.phtml?iso=RU&lid=1&cmd=publications1&id=48>

VAHTRA P. et LIUHTO K. [2004], “Expansion or Exodus ? Foreign operations of Russia's largest corporations”, *Electronic Publications of Pan-European Institute*, 8, 104 p. <http://www.tukkk.fi/pei>

VERCUEIL J. [2001], *Transition et ouverture de l'économie russe*, L'Harmattan, coll. « Pays de l'Est », Paris, 347 p.

VERCUEIL J. [2007], “La Russie et l'OMC : dernière ligne droite”, *Russie.Nei.Visions*, 16, février, IFRI, Paris, 25 p.

WADE R. [1990], *Governing the Market. Economic Theory and the Role of Government in East Asian Industrialization*, Princeton University Press. Princeton, 500 p.

WITTE S. [2004], *Собрание сочинений и документальных материалов (Collection d'œuvres et de documents)*, en 5 volumes, Moscou, Naouka, volume 1, livre 2, première partie, 647 p. et livre 2, deuxième partie, 730 p.

WOODRUFF D. [1999], “It's Value That's Virtual: Bartles, Roubles and the Place of Gazprom in the Russian Economy”, *Post-Soviet Affairs*, 15 : 130-148.

WOOD T. [2007], “Contours of the Putin Era”, *New Left Review*, 44 : 53-68.

WORLD BANK IN RUSSIA [2007], *Russian Economic Report*, 15, November, 19 p.

Données statistiques utilisées

RosStat – www.gks.ru

SourceOCDE - www.sourceocde.org/

UNICEF-transMONEE - www.unicef-irc.org/databases/transmonee/

GEO Data Portal – <http://geodata.grid.unep.ch>